

# Journal des guerres de l' Otan

## Dossiers

N° 89a du 21.06.11

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_guerres-otan.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

## Sommaire.

Tiré à part

**Allain Jules** : Dans les méandres des vendeurs de mort de l'Otan.

Plainte du Gisti contre l'OTAN, l'UE et les pays de la coalition en Libye

1 Guerres de l'Otan

a) Manlio Dinucci : L'OTAN attaquée (par Robert Gates)

b) Glen Ford : L'OTAN veut libérer l'Afrique du joug des Africains.

2 L'OTAN au jour le jour

L'OTAN intensifie les attaques visant des civils en Libye.

3) Les organisations mondiale - pro-Otan

4 Politique - Les pro-Otan dans le monde

5 Les non Otan ... Le reste du monde

6 Médias & Manipulation de l'opinion / Vidéos

6-1 Jody McIntyre : Libye : le silence assourdissant.

7 Brèves

7-1 La Libye renouvelle l'offre de cessez-le-feu.

8 Dossiers .

8-1 Les nations européennes ne veulent plus jouer leur rôle dans l'OTAN

8-2 Opération UNIFIED PROTECTOR - Protection des populations et des zones civiles

Tiré à part

**Allain Jules** : Dans les méandres des vendeurs de mort de l'Otan.

La jactance, le mensonge, l'hyper « puissance », l'hypocrisie et la mort sont les derniers avatars de ces gens en perdition qui, pour masquer leur incompetence et leur faiblesse réelle, ne peuvent que faire la guerre. La guerre sans au préalable une discussion, n'est que source du mal et le nouveau nazisme. Il faut imposer son point de vue, lui, unique et sans exclusive. L'ultime syncrétisme de ces ignobles personnages dit de la communauté internationale, retranchés derrière ce machin nommé l'ONU qui ne prône que la mort pour les faibles est, un sursaut d'orgueil car, la fin approche. La fin de cette imposture qui dure depuis des siècles. La fin du mensonge triomphant car, tout le monde sait aujourd'hui que, l'esclavage puis la colonisation ont été...humanitaire.

Aujourd'hui, rebelote, en Libye, c'est aussi une guerre humanitaire avec des bombes au dessus des têtes de ceux qu'on veut sauver.

Mais faut-il encore vous faire un dessein ? Mais si, Kadhafi mange des petits enfants. Il boit le sang des femmes. Il casse les os des vieillards. Tiens, les propos qu'on lui prête, lui le menteur pourtant qu'on croit uniquement pour le piéger, c'est que ses « tanks allaient commettre un carnage à Benghazi ». Ce fou à lier le pensait vraiment dit Sarkozy. Ah, les messieurs « vérité » te le disent donc, c'est véridique. Le dieu Obama l'a dit aussi : « L'Otan a permis d'éviter un carnage à Benghazi ». C'est sûr, il dit vrai !

Que c'est mignon de voir des gens qui prônent la paix et la démocratie à coup de milliards de dollars, de canons et de bombes parce qu'ils aiment, que dis-je, adorent le peuple libyen ! Ce peuple qu'un petit groupuscule d'aliénés mentaux représente, connus aussi comme voyous, bandits de grands chemins liés à Al-Qaïda, renégats, aussi, eux, de bons arabes que ces occidentaux aiment tellement parce qu'ils ne se préoccupent pas de leur peuple, de ses richesses qu'ils sont prêts à brader, pourvu qu'ils soient au pouvoir. Ah, mais au juste, qui payera la facture colossale de la guerre ? Le pétrole et le gaz libyen évidemment. Belle contrepartie.

Allain Jules

juin

<http://allainjules.com/2011/06/12/libye-dans-les-meandres-des-vendeurs-de-mort-de-lotan/>

---

## Plainte du Gisti contre l'OTAN, l'UE et les pays de la coalition en Libye

Il paraît que l'intervention en Libye avait des objectifs "humanitaires" ...

09/06

Communiqué du Gisti

Des centaines de boat people meurent en Méditerranée.

Le Gisti va déposer plainte contre l'OTAN, l'Union européenne et les pays de la coalition en opération en Libye. Face aux centaines de naufrages mortels en Méditerranée, peut-on se contenter de dénoncer le silence assourdissant dans lequel des vies disparaissent à nos portes ? Doit-on se résoudre à l'impuissance devant des politiques migratoires auxquelles on ne pourrait rien changer ? Ces noyé-e-s ne sont pas les victimes de catastrophes naturelles, mais de décisions politiques mises en œuvre par des exécutants dont les responsabilités doivent être pointées. Devant ces atteintes au droit le plus fondamental – le droit à la vie – il faut que des procédures soient engagées et que justice soit rendue. Il faut mettre fin à cette hécatombe.

Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a dénombré à la fin de mai quelque 1 500 victimes de noyade parmi les boat people qui, depuis février dernier, s'efforcent de gagner l'Europe à partir des côtes du Maghreb et du Machrek.

Ces drames ne font que s'ajouter à tous ceux qui se déroulent, dans l'indifférence, depuis plus de vingt ans ; Fortress Europe enregistre 17 317 décès documentés depuis 1988. Mais combien d'autres victimes invisibles de la politique européenne de lutte contre l'immigration qu'elle appelle illégale ?

De ces naufrages, des épaves transformées en cercueils flottants d'hommes, de femmes et d'enfants morts d'épuisement, de faim et de soif après de longues dérives en mer, l'opinion a pris l'habitude. Elle a pu croire à leur caractère inéluctable. Elle a pu ignorer que les équipements anti-migratoires de l'agence européenne Frontex étaient forcément les témoins de nombre de ces drames, en Méditerranée comme ailleurs...

Mais la donne a changé depuis qu'une coalition internationale et les forces de l'OTAN interviennent en Libye. Aujourd'hui, awacs, drones, avions, hélicoptères, radars et bâtiments de guerre surveillent tout ce qui bouge en Méditerranée. Ils ne peuvent pas ne pas voir les bateaux des exilés originaires d'Afrique subsaharienne qui cherchent à fuir la Libye. Ils ne peuvent pas ne pas voir lorsque, de Tunisie, du Maroc ou d'Algérie, des jeunes sans espoir s'entassent dans une embarcation fragile pour gagner l'Italie ou l'Espagne.

En n'intervenant pas, ils se rendent coupables de non-assistance à personne en danger. Ceci ne peut rester impuni.

Les États puissants de la planète se sont mobilisés militairement pour, disent-ils, empêcher le massacre de populations civiles et mettre en œuvre « la responsabilité de protéger » dont l'ONU est garante. Mais la responsabilité de protéger ne passe-t-elle pas aussi par le respect du droit maritime, des conventions internationales en matière de sauvetage en mer et des textes sur la protection des réfugiés ?

Nous ne pouvons plus contempler les images de corps ramenés à terre après des naufrages, ou apprendre par des survivants combien de personnes étaient à bord d'un bateau disparu en mer. Nous voulons savoir qui sont les responsables de ces morts : l'Union européenne ? L'agence Frontex ? L'OTAN ? Les États de la coalition formée en Libye ?

C'est pourquoi le Gisti s'apprête à lancer - avec ceux qui voudront s'associer à cette démarche - une campagne de plaintes, sur la base d'éléments recueillis auprès de victimes et de témoins de ces drames. À l'heure des révolutions arabes, les États européens ne peuvent plus continuer à considérer les boat people comme des vies sans valeur. La Méditerranée doit cesser d'être le champ de bataille de la guerre aux migrants pour redevenir un espace de droits et de solidarités.

09/06

<http://www.gisti.org/spip.php?article2304>

---

## 1 Guerres de l'Otan

### a) Manlio Dinucci : L'OTAN attaquée (par Robert Gates)

L'OTAN dément l'information qu'un de ses hélicoptères ait été abattu, en garantissant que tout va bien. ...

a dit le 10 juin le porte-parole du Commandement conjoint allié à Naples, ont effectué 10.500 missions sur la Libye dont la moitié environ de bombardement, et intensifient les attaques sur des objectifs à Tripoli. En conclusion, « notre tactique fonctionne ».

Tout cependant ne fonctionne pas comme on voudrait à Washington. Dans son intervention le même jour à Bruxelles, devant un think tank européen, le secrétaire étasunien à la Défense Robert Gates a déclaré qu'un avenir « sombre » se dessine pour l'OTAN. Les Etats-Unis, « leader traditionnel » de l'alliance, sont épuisés à cause d'une décennie de guerre et de déficits croissants de leur budget, mais ne voient pas d'engagement correspondant chez leurs alliés.

L'OTAN, critique Gates, fonctionne à deux vitesses : d'un côté il y a les alliés qui ont la volonté et la capacité de payer le prix et de tenir des engagements (parmi lesquels, même s'il ne la nomme pas, se trouve l'Italie), de l'autre ceux qui profitent des bénéfices de leur appartenance à l'OTAN mais ne veulent pas partager les risques et les coûts. Certains, même, veulent que ce soit les contribuables étasuniens qui endossent la charge croissante provoquée pour la sécurité de l'Alliance par la réduction des budgets européens de la défense. Faible aussi l'engagement des alliés en Afghanistan, où, en plus, ceux-ci imposent des restrictions à l'utilisation de leurs propres forces. Et, malgré la décision de l'OTAN d'assumer le commandement de la guerre aérienne en Libye, l'alliance est à cours de bombes après 11 semaines seulement de bombardements. Toute l'opération échouerait s'il n'y avait un gros soutien continu des Etats-Unis, qui fournissent aux alliés les armes pour les attaques aériennes (bombes et missiles), ceux-ci n'ayant pas fait les investissements requis pour avoir les armes nécessaires dans des opérations guerrières prolongées. La guerre en cours en Libye, souligne Gates, prouve que l'alliance est désespérément à court d'avions de reconnaissance et pour l'approvisionnement en vol des chasseurs-bombardiers. Le problème principal est le manque d'investissements militaires adéquats dans trop de pays de l'OTAN. Ces pays doivent donc potentialiser leur capacité de combat, en termes de ressources financières, d'entraînement et de logistique. Au Congrès et dans le monde politique étasuniens on assiste de fait à une diminution de l'envie et de la patience de dépenser toujours plus de fonds précieux pour le compte de nations qui ne semblent pas disposées à consacrer les ressources nécessaires ou à faire les changements qui s'imposent pour être des partenaires sérieux et compétents dans la défense. Sur le ton du caporal hurlant sur ses recrues, le chef du Pentagone engueule les alliés, en les rappelant à la discipline. Il leur ordonne d'avoir plus d'engagement dans les guerres et de plus dépenser dans le domaine militaire, sans dire que toutes les guerres de l'après-guerre froide (les deux contre l'Irak, celles contre la Yougoslavie, l'Afghanistan et la Libye) ont été voulues et dirigées par Washington pour ses propres intérêts, et sans dire que la dépense militaire de l'OTAN atteint les deux tiers de la dépense mondiale.

Nous sommes avertis : les 25 milliards d'euros annuels que l'Italie dépense dans le militaire ne suffisent pas[1]. Il en faut davantage pour que l'Italie puisse rester parmi ceux dont le Pentagone fait la promotion.

[1] La France, d'après [http://fr.wikipedia.org/wiki/Budget\\_de\\_la\\_D%C3%A9fense](http://fr.wikipedia.org/wiki/Budget_de_la_D%C3%A9fense), était en 2010 au 4ème rang mondial des dépenses annuelles de défense (59,3 milliards de dollars).

Manlio Dinucci

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-> Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

[edicola/manip2n1/20110611/manip2pg/08/manip2pz/304756/](http://www.edicola/manip2n1/20110611/manip2pg/08/manip2pz/304756/)

12 juin 2011

---

## b) Glen Ford : L'OTAN veut libérer l'Afrique du joug des Africains.

Les Arabes du Golfe, l'Union européenne, les chefs d'Etat de Washington, Paris et Londres - tout le monde a été consulté avant l'attaque de la Libye, sauf les Africains dont le dernier plan de paix a été rejeté d'emblée.

Au final, l'opinion des soi-disant « rebelles » libyens ne comptera pas non plus. « Ces rebelles ont perdu toute légitimité en décidant de devenir les troupes au sol d'une invasion néocoloniale de l'Afrique du Nord ».

En tant que subordonnés, ils n'auront qu'à obéir aux ordres.

Les USA et l'Europe considèrent que les Africains n'ont pas leur mot à dire sur ce qui se passe en Afrique. Le président d'Afrique du Sud, Jacob Zuma, a fait un second voyage en Libye cette semaine au nom de l'Union Africaine pour négocier une fin diplomatique à la guerre de l'OTAN contre le gouvernement de Mouammar Kadhafi. Le colonel Kadhafi a accepté le plan de paix exactement comme il avait accepté celui d'une mission de paix précédente de l'Union Africaine, au début du mois d'avril. Et exactement de la même manière, les soi-disant rebelles et leurs patrons étasuniens et européens ont refusé d'envisager même un cessez le feu. Il est évident depuis le début de cette farce "humanitaire" que les Grands Manitous Blancs européens et la "mascotte de Wall Street" des USA comme on a appelé Obama, veulent un changement de régime en Libye et rien d'autre - et au diable les Africains et leurs idées sur la question !

Les Euro-Etasuniens mépriseront bientôt tout autant leurs anciens alliés arabes de Benghazi qui prétendent aujourd'hui mener une "révolution" contre Kadhafi. Mais ces rebelles ont perdu toute légitimité en acceptant de devenir les troupes au sol d'une invasion néocoloniale de l'Afrique du Nord. Les révolutionnaires luttent contre le pouvoir. Les membres du gang de Benghazi ne sont que des pions de l'impérialisme et n'ont aucune crédibilité en tant que révolutionnaires. Il s'agit d'une guerre impérialiste menée dans un but impérialiste. Les rebelles ont choisi de devenir des mascottes de l'impérialisme qui attendent comme de misérables petits Gunga Dins\* que les Anglais et les Français arrivent avec des hélicoptères d'attaque pour brûler et tuer leurs concitoyens.

L'OTAN dirige ses laquais libyens comme des enfants. L'OTAN a récemment "donné l'instruction" aux rebelles de ne pas avancer dans le désert au-delà d'une certaine limite de façon à ne pas entrer dans les champs de mort que les riches patriarches blancs préparent pour l'incinération des soldats du gouvernement libyen. Les rebelles feront bien sûr exactement ce qu'on leur dit de faire puisqu'il ne s'agit pas de leur révolution. De fait, la Libye est la ligne de front de la contre-révolution étasunienne et européenne. La chaîne de commandement est en contact permanent avec Paris, Londres et Washington. Benghazi est redevenu l'avant-poste colonial qu'il était quand les Italiens avaient le contrôle de la région - sauf

que maintenant au 21<sup>ème</sup> siècle, tous les Européens plus les Etasuniens viennent prendre le pouvoir sur les Libyens qui sourient et étripent tout en remerciant les colonisateurs de revenir libérer l'Afrique du joug des Africains.

Il est donc tout à fait normal qu'une proposition de paix du président d'Afrique du Sud, le pays le plus puissant et le plus riche d'Afrique noire, qui agit au nom de l'organisation qui comprend tous les pays du continent, soit complètement ignorée vu qu'elle ne cadre pas avec le projet impérialiste à l'œuvre. L'Occident encourage le président Sud-Africain Jacob Zuma à faire rentrer dans le rang les pays d'Afrique noire chaotiques, mais Zuma et l'Union Africaine ne sont pas autorisés à interférer avec les guerres impériales sur le continent. Ça c'est "l'affaire des Blancs".

Quand les hélicoptères d'attaque occidentaux arriveront, les rebelles de Benghazi applaudiront comme s'ils avaient gagné quelque chose. Les Gunga Dins feraient bien d'observer attentivement ces hélicoptères et leurs puissance de feu meurtrière parce qu'un jour ces armes se retourneront probablement contre eux. Les USA et l'Europe n'ont aucune intention de laisser les Libyens gouverner la Libye. Et après tout pourquoi les impérialistes confieraient-ils tout ce pétrole à une poignée de natifs minables qui n'ont même pas été capables de faire leur propre guerre ?

Glen Ford in Black Agenda Report News, le 5 juin 2011

\*Gunga Din est un poème de Rudyard Kipling à la gloire d'un serviteur indien méprisé par les officiers anglais qu'il sert pourtant avec dévouement, jusqu'à donner sa vie pour sauver l'un d'eux lors d'un combat.

Glen Ford

mercredi 8 juin 2011, par [Comité Valmy](#)

<http://saoti.over-blog.com/article-l-otan-veut-liberer-l-afrique-du-joug-des-africains-76082872.html>

<http://www.comite-valmy.org:80/spip.php?article1541>

---

## 2 L'OTAN au jour le jour

### L'OTAN intensifie les attaques visant des civils en Libye.

Le 25 mai, les agences de presse ont indiqué que Tripoli a été bombardée pendant environ une heure, vers 1 h du matin, puis à nouveau plus tard durant la nuit. Rien que la semaine dernière, les bombes de l'OTAN ont tué au moins 19 civils et blessé au moins 150 personnes, rapportent les autorités libyennes.

Les bombardements les plus importants ont eu lieu le 24 mai, selon les agences de nouvelles. Autour de 1 h du matin, le 24 mai, des avions de l'OTAN ont bombardé des cibles à Tripoli, avec plus de 20 raids aériens en l'espace de moins d'une demi-heure. Les bombes ont frappé autour du complexe résidentiel du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi et le port de Tripoli. Le porte-parole du gouvernement Moussa Ibrahim a dit qu'au moins trois personnes ont été tuées et 150 blessées lors des 12 à 18 frappes de l'OTAN contre une caserne de la garde du peuple, des unités de volontaires qui appuient l'armée. « Les casernes étaient vides. La plupart des victimes étaient des civils vivant à proximité », a ajouté Ibrahim, selon l'AFP.

Il a également été rapporté que l'OTAN a bombardé le 22 mai la résidence de Kadhafi, ainsi que le port de Tripoli. Le 17 mai, les avions de l'OTAN ont lancé des frappes aériennes contre Tripoli avec au moins deux explosions entendues près du quartier de Bab al-Aziziya où la résidence de Kadhafi est située, rapporte l'AFP.

Plus tard durant la journée, le porte-parole du gouvernement Moussa Ibrahim a déclaré aux journalistes que les bombes de l'OTAN ont frappé un poste de police et le ministère libyen de l'Inspection et du contrôle populaire à Tripoli. Les deux bâtiments sont situés sur l'avenue Al-Jumhuriya, une zone très peuplée dans la capitale libyenne, rapportent les agences. D'autres bâtiments ont récemment été frappés par l'OTAN à Tripoli, notamment l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée, rappelant un acte criminel similaire en 1999 lorsque l'OTAN a frappé l'ambassade de Chine à Belgrade au cours du « bombardement humanitaire » de la Yougoslavie.

Dans la nuit du 16 mai, des avions de combat britanniques ont attaqué l'édifice de l'Agence de renseignements libyenne ainsi qu'un centre de formation pour les gardes du corps dans la capitale, Tripoli, a annoncé le ministère britannique de la Défense.

Le 17 mai le chef de l'état-major de la Grande-Bretagne, le général David Richards, a affirmé que la poursuite des attaques ne vise pas Kadhafi lui-même, mais que s'il est tué dans l'un des raids, ce sera « selon les règles [du combat] ». Les bombardements sur Tripoli ciblent des installations civiles qui ne font pas partie d'une zone de combat, entraînant la mort de civils qui ne sont pas protégés, dans le seul but de tuer Kadhafi, comme ce fut le cas lors du raid du 30 avril qui a tué son fils et trois de ses petits-enfants à leur domicile. Le secrétaire à la Défense de la Grande-Bretagne Liam Fox a annoncé le 16 mai que l'OTAN et ses alliés sont prêts pour une longue campagne aérienne.

Les dirigeants des pays de l'OTAN ont indiqué clairement à maintes reprises que, peu importe le contenu de la résolution de l'ONU, le but de la mission n'est pas une simple zone d'exclusion aérienne, mais un changement de régime. En d'autres termes, la mission de l'OTAN n'est pas à des fins humanitaires mais à des fins d'intervention directe dans une guerre civile en vue d'assassiner un chef d'État étranger. Les États-Unis ont également introduit récemment en Libye des drones Predator qui sont connus pour leur usage aux fins d'assassinats ciblés et d'attaques contre des civils au Pakistan et en Afghanistan par l'OTAN et, en Asie occidentale, par Israël et les États-Unis

### **Impasse et menaces d'un début de guerre au sol**

Deux mois après le début de l'intervention étrangère, des agences de nouvelles rapportent qu'il y a une impasse où ni les troupes libyennes, ni les soi-disant rebelles sont en mesure de réaliser des gains importants sur le champ de bataille, en dépit du fait que ces derniers reçoivent massivement de l'aide militaire de l'OTAN.

Le 3 mai, le porte-parole de l'OTAN James Appathurai a déclaré que l'utilisation de forces terrestres peut être la seule façon de modifier la situation actuelle et de contribuer à un changement de régime.  
« Le Conseil de sécurité doit adopter une nouvelle résolution sur la Libye. La Résolution 1973 ne prévoit pas des opérations terrestres. Nous avons besoin d'une nouvelle résolution », a déclaré Appathurai.

12 juin

<http://www.cpcml.ca/francais/Lmlq2011/Q410198.HTM#2>

---

### 3) Les organisations mondiale - pro-Otan

#### Otan

##### Le faux humanitarisme de l'ONU.

Alors que l'OTAN bombarde les civils sous le couvert d'une résolution du Conseil de sécurité pour protéger les civils, l'ONU appelle le gouvernement libyen à faire une « pause dans les combats », afin que les civils puissent être évacués. La position de l'ONU rejette la responsabilité sur le gouvernement libyen et masque les attaques contre des civils par la mission militaire de l'OTAN, ainsi que la formation et l'armement des soi-disant rebelles par des pays étrangers, en dehors de tout mandat de l'ONU.

Lors d'une récente rencontre avec le premier ministre libyen Mahmudi, le secrétaire général Ban Ki-moon a appelé Mahmudi à « arrêter de tuer des civils » et à accepter « des négociations d'un cessez-le-feu immédiat et vérifiable vers la résolution pacifique du conflit et l'accès sans entrave aux travailleurs humanitaires ». Ban Ki-moon met d'exiger que l'OTAN cesse ses massacres de civils.

Les Libyens ne sont pas dupes. Les agences de nouvelles rapportent que l'ONU a été forcée de retirer son personnel international de Tripoli, le 1er mai, lorsque ses bureaux ont été attaqués par des gens indignés par l'assassinat le 30 avril du plus jeune fils de Kadhafi et ses trois petits-fils lors d'un raid aérien de l'OTAN.

12 juin

<http://www.cpcml.ca/francais/Lmlq2011/Q410198.HTM#2>

---

## 4 Politique

### a) Les pro-Otan dans le monde

#### Les USA

##### Gates: les lacunes de l'Otan pourraient "compromettre" la mission en Libye

Le secrétaire américain à la guerre, Robert Gates, a mis en garde vendredi les alliés occidentaux de l'Otan contre leur manque d'investissements militaires et de volonté politique, soulignant que les "lacunes" relevées en Libye pourraient "compromettre" l'efficacité de la mission.

"Concernant l'opération de l'Otan en Libye, il est devenu douloureusement évident que des lacunes - en capacité et en volonté - ont le potentiel de compromettre la capacité de l'alliance à mener une campagne intégrée, efficace et durable dans les airs et sur mer", a dit Gates devant un centre de réflexion bruxellois, au lendemain d'une réunion avec ses homologues des 28 pays membres de l'Otan.

Il a mis en garde contre "une alliance à deux vitesses" avec quelques nations se contentant d'opérations humanitaires tandis que d'autres devraient supporter les opérations de combat.

"Ce n'est plus un souci hypothétique et c'est inacceptable", a relevé Gates.

L'Otan pourrait avoir "un avenir sombre" si les alliés renoncent à des investissements militaires suffisants alors que l'Alliance atlantique est engagée sur deux fronts en Libye et en Afghanistan, a-t-il également estimé.

"Un tel avenir est possible, mais pas inévitable", a-t-il toutefois ajouté en exhortant les alliés à "arrêter et inverser ces tendances".

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=1&cid=18&frid=18&eid=19056>

---

### Lucille Baume : Les gros bras Gates et Rasmussen tentent une nouvelle extorsion de fonds.

#### Les caisses du complexe militaro-industriel US sont vides.

Le Pentagone a donc envoyé ses gros bras, Robert Gates et Anders Fogh Rasmussen, pour presser ses alliés.

Comme tous les racketteurs, ils assurent garantir la « protection » de leurs interlocuteurs.

Bien que saisonnière, l'offensive conduite par Robert Gates et Anders Fogh Rasmussen au sein de l'OTAN surprend par son déphasage d'avec la réalité.

Dans son discours d'adieu, prononcé le 10 juin devant le Security & Defense Agenda [1], le secrétaire à la Défense des États-Unis, Robert M. Gates, a souligné que les membres européens de l'Alliance voulaient bénéficier de la protection US, mais étaient pour la plupart incapables d'apporter une contribution significative aux opérations en cours. Il les a donc exhortés à augmenter leurs budgets militaires.

Dans un entretien au Guardian, publié le 15 juin [2], le secrétaire général de l'Alliance Anders Fogh Rasmussen en a rajouté : « L'élargissement de ce fossé économique peut conduire également à un agrandissement du fossé technologique risquant d'entraver les capacités opérationnelles de nos forces entre elles. Les Américains

*continuent de fournir des équipements militaires plus perfectionnés tandis que les Européens sont loin derrière. Il pourrait devenir éventuellement difficile de coopérer même en ayant la volonté politique de le faire en raison du fossé technologique ».*

Au premier abord, ces jérémiades ne sont pas nouvelles.

De manière à peu près régulière, le Pentagone sonne l'alarme, annonce que la situation est critique... et tend sa sébile. Habituellement, les Alliés font d'abord la sourde oreille et finissent par mettre la main à la poche. Jusqu'à la prochaine fois. Si le discours n'est pas nouveau, le contexte —lui— a changé, il en résulte un étrange décalage.

Résumons les faits : les États-Unis sont au bord de la faillite. Ils financent leurs armées avec une monnaie de singe, le dollar. Le complexe militaro-industriel s'avérant incapable de se remettre en question et de diminuer son train de vie, le Pentagone entend contraindre ses alliés à s'engager dans des conflits qui ne les concernent pas pour qu'ils y perdent des matériels et des munitions qui leur seront facturés au prix fort.

Rappelons le contexte : en 2010, un État membre de l'OTAN, de l'UE et de la zone euro (la Grèce) ne parvient plus à rembourser ses emprunts. Pour le sauver, il a été convenu non pas de réduire sa dette, mais de l'accroître. Les États-Unis, l'Allemagne et la France l'ont renfloué, par le biais de l'UE et du FMI, tout en le contraignant à acheter des avions de combat et des sous-marins pour se défendre contre un autre État membre de l'OTAN (la Turquie). Alors qu'Athènes ferme ses services publics et brade ses entreprises d'État, il se voit obligé d'entretenir un budget de Défense délirant, presque double (en proportion) de celui de la France. Résultat : un an après le pays implose.

Sur le fond, les choses sont limpides : l'OTAN ne protège pas ses membres, mais les rackette —la preuve par la Grèce face à la Turquie—. Et en cette période de crise économique occidentale, le racketteur est plus violent encore.

Le seul à s'en être ému publiquement est, comme à l'habitude, un Français. L'amiral Pierre-François Forissier, chef d'état-major de la Marine, a répliqué que la mobilisation des forces françaises contre la Libye obérerait rapidement leur capacité à défendre le pays. Une déclaration en forme de préavis qui doit se comprendre en se souvenant que l'amiral était opposé à l'engagement du porte-avions Charles-de-Gaulle dans ce conflit.

Le chef d'état-major de la Marine est dans son rôle.

Comme l'était celui de l'armée de Terre, le général Bruno Cuche lorsqu'il s'interrogeait sur l'engagement français en Afghanistan et s'opposait au déploiement des chars Leclerc. Cuche a été contraint à la démission par le président Sarkozy à l'occasion d'un accident meurtrier dans une caserne, gageons que le premier prétexte venu sera utilisé par l'Élysée pour se débarrasser de Forissier.

En définitive, la seule question qui se pose est celle formulée par Vladimir Poutine à la conférence de Munich en 2007 [3] : mais pourquoi donc les Européens restent-ils membres d'une alliance qui va à l'encontre de leurs intérêts ?

[1] « Farewell speech on Nato », par Robert Gates, Voltaire Network, 10 juin 2011.

<http://www.voltairenet.org/170425.html>

[2] « Nato chief Anders Fogh Rasmussen warns of 'two-tier' force », par Julian Borger, The Guardian, 15 juin 2011.

<http://www.guardian.co.uk/world/2011/jun/15/nato-chief-warns-of-two-tier-force>

[3] « La gouvernance unipolaire est illégitime et immorale », par Vladimir V. Poutine, Réseau Voltaire,

Lucille Baume

Réseau Voltaire

**16 juin 2011**

<http://www.voltairenet.org/article145320.html>

## c) Les pro-Otan dans le monde

### 1 Belgique

#### a) François Janne d'Othée : En Libye, la Belgique en est réduite à compter les coups.

La Belgique prolonge son intervention en Libye alors que la guerre change de nature. Les députés sont mis devant le fait accompli.

En guerre jusqu'en septembre au moins : l'intervention militaire belge en Libye se poursuivra tant que les objectifs de la résolution 1973 de l'ONU (qui instaurait notamment une « no-fly zone ») ne seront pas « complètement atteints », a décidé le « kern » malgré les affaires courantes.

Mais son interprétation très large commence à susciter la controverse : ouvre-t-elle implicitement la voie à l'assassinat de Kadhafi ? Pour l'expert militaire Joseph Henrotin, l'objectif de la résolution a déjà été atteint puisque « la population civile est protégée, à l'exception de quelques zones ».

Les députés belges se retrouvent donc en position délicate. En appuyant unanimement cette intervention, le 21 mars dernier, ils visaient a priori un seul objectif : éviter le bain de sang que Kadhafi s'apprêtait, selon eux, à perpétrer contre des civils désarmés. Et non à soutenir une rébellion armée, ni à chasser le colonel du pouvoir. D'autre part, si des civils ont été protégés, combien d'autres ont péri entre-temps ? Or il ne s'agit pas seulement des victimes collatérales des frappes aériennes.

La France estime à 10 000 le nombre de Libyens massacrés à Tripoli par un régime que les Occidentaux poussent dans une fuite en avant. Cela n'empêche pas le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen (qui avait soutenu George Bush lors de l'invasion de l'Irak en 2003) de continuer à réclamer le départ de Kadhafi. Le parlement estime-t-il que Rasmussen parle également au nom de la Belgique ?

Parmi les premiers à réagir, Patrick Moriau (PS) estime qu'« il y a un clair basculement dans l'intervention en Libye. Nous avons donné notre accord sur base de la résolution 1973, mais on est dans une autre guerre. Dans une impasse, aussi. Alors, de deux choses l'une : soit on propose une nouvelle résolution, soit on négocie avec le régime ». Très critique à l'égard du CNT (insurgés), « qui refuse tout dialogue », Moriau ne regrette toutefois pas d'avoir voté en faveur de l'intervention : « Il fallait faire quelque chose, sinon Benghazi aurait été rayé de la carte », pense-t-il. Par contre, Ecolo, qui a été en pointe dans la campagne en faveur des frappes, n'a plus réagi depuis le vote. Or son souhait d'une action « ciblée, balisée, efficace et limitée dans le temps » n'a, d'évidence, pas été réalisé.

Pour aiguillonner les parlementaires des commissions Affaires étrangères et Défense, la CNAPD (Coordination nationale d'action pour la paix et la démocratie, qui regroupe 40 associations), vient de leur écrire afin qu'ils reprennent la main dans le débat, tout en appelant à la fin des bombardements. Après avoir défendu l'idée d'une intervention, la Coordination opère une courbe rentrante : « Dans le feu de l'actualité, se défend-elle, le débat a malheureusement gravité autour d'une seule question apparemment simple: soit on soutient l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne, soit on ne fait rien ». Elle regrette surtout que les méthodes non violentes (cessez-le-feu, médiation, négociation) aient été rejetées par la coalition. Face à cette guerre qui change de visage, la CNAPD conclut : « Les députés doivent prendre acte de leurs erreurs et exiger un retrait des troupes et appareillages belges ». Le débat est lancé.

François Janne d'Othée

09 juin

Olivier MONTULET

---

## 2 Canada

### a) Le Canada se prépare à accroître sa participation au sein de la mission de l'OTAN contre la Libye.

Les agences de presse rapportent que lorsque l'extension de la participation du Canada à l'agression dirigée par les États-Unis et l'OTAN sera un point pressant à l'ordre du jour du nouveau parlement.

La mission actuelle a été autorisée le 21 mars après un débat presque sans participation au Parlement et doit se terminer le 16 juin. L'armée canadienne rapporte que le Canada a actuellement 560 soldats déployés en Libye, ainsi que la frégate *HMCS Charlottetown*, sept CF-18, deux appareils de surveillance maritime et deux avions de ravitaillement.

Pendant la période de questions de CTV du 15 mai, Peter MacKay, ministre de la Défense, a voulu prétendre que la participation du Canada ne sera pas « élargie » au-delà des paramètres de la Résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU pour mettre en place une zone d'exclusion de vol et protéger les civils. Autrement dit, le ministre MacKay, qui réagissait à l'appel du chef des Forces armées britanniques David Richards qui demandait une « action militaire plus intense », affirme que la participation du Canada ne s'étendra pas pour inclure officiellement le bombardement des infrastructures, le déploiement de soldats pour une guerre terrestre ou l'assassinat du dirigeant libyen Mouammar Khadafi, comme d'autres pays européens ont appelé ouvertement à le faire. C'est faire fi de la réalité, qui est que les infrastructures sont déjà bombardés par l'OTAN et que les frappes aériennes sur Tripoli tuent régulièrement des civils et sont carrément des tentatives de tuer Khadafi.

De plus, MacKay a incité d'autres pays à initier une guerre terrestre. Il a déclaré qu'« il y a un besoin de plus d'appui terrestre de la part de la Ligue arabe et d'autres pays ».

Jay Paxton, porte-parole du ministre MacKay, a dit que le gouvernement « demeure engagé pour l'obtention d'une approbation du Parlement pour une extension possible ». La décision dépendra de la situation sur le terrain et de l'application de la part de l'OTAN de la Résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui a approuvé la première zone d'exclusion de vol au-dessus de la Libye, a-t-il dit.

Paul Dewar, le critique du NPD en matière d'affaires extérieures, a dit qu'en tant qu'Opposition officielle, le NPD n'est pas opposé à une possible extension de la mission du Canada en Libye au-delà du mandat de trois mois, mais que le Canada devrait avoir un rôle plus défini et mettre plus d'emphasis sur les objectifs diplomatiques et humanitaires. « Je ne dis pas que nous dirions non, mais cela devrait être une question que nous examinerions et cela pourrait être un rôle que le Canada pourrait jouer, » a-t-il dit à iPolitics.ca. « Nous sommes tous préoccupés par une dérive de la mission. »

Le NPD a demandé d'être mis au courant par les représentants de la Défense nationale et des Affaires étrangères. Dewar a dit qu'il veut être sûr que le premier rôle militaire du Canada est de créer les conditions pour un cessez-le-feu et un règlement négocié pour mettre fin à la guerre civile. Selon lui, le problème avec la situation actuelle est que les forces de l'OTAN ont dérivé en quelque sorte du rôle militaire de base initial, qui était de mettre en application une zone d'exclusion de vol et de protéger les civils en ciblant les forces militaires qui posaient une menace.

Pendant ce temps, des agences de presse nous informent que les militaires canadiens ont déjà commandé 1 300 bombes à être utilisées en Libye, à un coût approximatif de 100 000 \$ chacune, pour un total de 130 millions \$. Bien que l'armée canadienne refuse de divulguer le nombre de bombes qui ont déjà été lâchées sur la Libye, le *Ottawa Citizen* rapporte que les CF-18 ont effectué environ 300 sorties, soit environ cinq par jour en moyenne dans les deux derniers mois.

(Agences de presse)

---

## 3 Pologne

### Accord sur le déploiement de forces aériennes américaines.

La Pologne et les Etats-Unis ont signé lundi un accord sur le déploiement de forces aériennes américaines sur le territoire polonais à partir de 2013.

Ce document prévoit le stationnement permanent d'un détachement de soldats américains sur le sol polonais et les rotations régulières d'avions de l'armée de l'air des Etats-Unis, dont les pilotes s'entraîneront avec les pilotes polonais.

Il s'agit de se préparer à la présence permanente de troupes américaines sur le sol polonais autour de 2018, en rapport avec la réalisation du projet le plus important, celui du bouclier antimissile, a déclaré le ministre polonais de la Défense, Bogdan Klich, se référant au projet de l'Otan d'installer un tel bouclier en Europe.

Pour Washington et Bruxelles, ce projet est destiné à contrer une attaque venant de pays tels que l'Iran. Mais la Russie y est hostile et le considère comme une menace pour sa propre sécurité, sauf si elle est conviée à y participer.

A partir de 2013, un détachement militaire américain sera déployé en Pologne, au service de rotations régulières d'avions de combat et de transport américains, a indiqué M. Klich.

M. Klich a précisé que les pilotes polonais et américains s'entraîneraient ensemble quatre fois par an.

Les rotations seront assurées par les avions de combat F-16 et de transport Hercules. Le détachement américain permanent comprendra des techniciens américains, une vingtaine selon les médias polonais.

La Pologne possède actuellement 48 avions F-16, stationnés dans le centre et l'ouest du pays.

Ce premier accord prévoyant une présence américaine sur le sol polonais, a été signé lors d'une cérémonie à Varsovie par le ministre Klich et l'ambassadeur des Etats-Unis à Varsovie, Lee Feinstein.

Nous pensons que ce sera un centre régional pour les opérations aériennes de l'Otan en Europe centrale, a déclaré M. Feinstein à la presse.

Ce détachement d'aviation aura aussi une conséquence importante pour la future coopération régionale avec nos autres alliés de l'Otan, travaillant avec la Pologne, les Etats-Unis et d'autres partenaires, a-t-il ajouté sans préciser le nom de ces partenaires.

La semaine dernière, les forces aériennes de la Russie et de l'Otan s'étaient livrées en Pologne et au dessus de la mer Noire à leur premier exercice conjoint destiné à éviter des attentats comme ceux du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis.

Membre de l'Alliance atlantique depuis 1999, la Pologne a été, en Irak, un proche allié de Washington. Elle figure parmi les principaux contributeurs à la force de l'Otan en Afghanistan (Isaf).

13 juin 2011

AFP

---

## 5 Les non Otan ... Le reste du monde

### Libye

#### 7s7 : Mouammar Kadhafi : "L'Otan est lâche et sera vaincue".

Le président libyen Mouammar Kadhafi a averti vendredi, dans un message audio diffusé par la télévision, que l'Otan serait vaincue et ne réussirait pas à contraindre son régime à changer quoi que ce soit en Libye.

"Ils seront vaincus, l'Otan sera forcément vaincue", a dit le dirigeant libyen. "Nous sommes décidés à ne rien changer dans notre pays si ce n'est par notre propre volonté et loin des avions de l'Alliance", a-t-il ajouté.

"Nous résistons, nous combattons, s'ils descendent au sol, nous les attendrons, mais ce sont des lâches, ils n'oseront pas", a-t-il menacé en référence aux forces de l'Otan qui commandent depuis fin mars l'intervention militaire menant des raids aériens sur mandat de l'ONU.

Le colonel Kadhafi a appelé les Libyens à se préparer à libérer leur pays: "Préparez-vous hommes et femmes à libérer la Libye tout entière". (belga)

17/06

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/1505/Monde/article/detail/1280274/2011/06/17/L-Otan-est-lache-et-sera-vaincue.dhtml>

---

## Sud Afrique

### Jacob Zuma (président sud-africain) : L'Otan viole la résolution 1973 de l'Onu.

L'Otan viole la résolution du Conseil de sécurité de l'Onu appelée à protéger la population libyenne contre les troupes de Mouammar Kadhafi, a déclaré le président sud-africain, Jacob Zuma, soulignant que l'Alliance se servait de ce document pour promouvoir ses propres intérêts en Libye.

"Nous dénonçons l'interprétation incorrecte de la résolution 1973. Cette résolution a été violée afin de renverser le régime de Kadhafi, de tuer des responsables politiques libyens et de permettre l'occupation du pays par des militaires étrangers", a affirmé M. Zuma qui avait rencontré le colonel Kadhafi à Tripoli en mai dernier.

Le 19 mars, une coalition de pays occidentaux a lancé une opération militaire contre la Libye en vue de mettre en place une zone d'exclusion aérienne, de faire respecter l'embargo sur les fournitures d'armes au régime libyen et de protéger la population civile du pays. Quelques jours après, le commandement de l'opération est passé à l'Otan. Les frappes aériennes devaient initialement prendre fin le 27 juin, mais le 1er juin, l'Alliance atlantique a décidé de les prolonger jusqu'à fin septembre.

Jacob Zuma



## Union africaine

### L'Union africaine appelle à une solution politique

Le 25 mai, l'Union africaine (UA) a appelé à un règlement politique du conflit prolongé en Libye par un sommet spécial à Addis-Abeba, en Éthiopie. Les propositions comprennent un cessez-le-feu et une équipe de médiation de haut niveau.

« Je suis convaincu que seule une solution politique peut conduire à une paix durable et satisfaire les aspirations légitimes du peuple libyen », a déclaré Jean Ping, président de la Commission de l'UA, l'organe exécutif du bloc panafricain.

« La situation en Libye demeure très préoccupante pour nous, pour l'avenir de la Libye-même ainsi que pour les pays de la région », a ajouté Ping.

L'UA a également proposé le mois dernier un plan similaire de cessez-le-feu que Kadhafi lui-même a accepté. Ce plan a été rejeté par les rebelles libyens qui ont insisté avant tout sur le départ de Kadhafi.

12 juin

<http://www.cpcml.ca/francais/Lmlq2011/Q410198.HTM#2>

---

## Russie

### Anatoli Serdioukov : Bouclier: La Russie serait obligé de développer ses forces nucléaires

La Russie serait obligée de développer ses forces nucléaires en cas d'absence d'une entente avec l'OTAN sur le déploiement d'un bouclier antimissile en Europe, a déclaré mercredi à Bruxelles le ministre russe de la Défense Anatoli Serdioukov.

"Nous n'avons pas d'autre choix, sinon nous serons obligés de relancer la course aux armements", a indiqué le ministre à l'issue d'une réunion du Conseil Russie-OTAN au niveau des ministres de la Défense.

La Russie et l'OTAN ont convenu de coopérer dans la mise en place d'un système de défense antimissile en Europe lors du sommet bilatéral à Lisbonne le 20 novembre 2010.

Le vice-ministre russe de la Défense Anatoli Antonov a récemment déploré l'absence de progrès dans les négociations dans ce domaine et a avoué que les militaires russes se préparaient à réagir au déploiement d'éléments du bouclier américain près des frontières russes.

Le président russe Dmitri Medvedev a déclaré en mai dernier que le développement de la défense antimissile européenne devait obéir à des règles précises, et que la Russie serait obligée d'entreprendre des démarches réciproques si elle ne parvenait à créer aucun modèle de coopération avec l'OTAN dans ce domaine.

8 juin –

RIA Novosti

---

---

## 6 Médias & Manipulation de l'opinion / Vidéos

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

### 6-1 Jody McIntyre : Libye : le silence assourdissant.

A présent nous allons envoyer des Apache pour bombarder les civils libyens.

Une escalade de plus dans une guerre sanglante de l'OTAN de plus. Ou, comme l'a dit le Colonel Jason Etherington, « ce n'est qu'un élément de plus dans le jeu ».

La totalité des médias suivent la ligne officielle.

Il s'agit d'une guerre pour protéger les civils. Il s'agit d'une guerre pour forcer Kadhafi à partir. Comme si les gouvernements occidentaux, avec leur brillant historique de violations des droits de l'homme à travers le monde, avaient la moindre autorité morale pour porter un jugement sur le gouvernement Libyen. La rhétorique d'Etherington révèle la minable vérité, cette guerre n'est qu'un jeu pour nous, un « jeu » qui mérite d'être élargi.

Même Al Jazeera raconte la même histoire de « rebelles » qui capturent des villes les unes après les autres. Mais la chaîne ne diffuse pas d'images de Tripoli, la capitale, où, à l'exception des bombardements de l'OTAN, les gens continuent de vivre leurs vies. Et on ne montre jamais les images des crimes commis par cette soi-disant brigade « rebelle » qui a violemment attaqué les Libyens et Africains noirs dans l'est du pays, en les qualifiant de « mercenaires africains », embauchés par Kadhafi, même si tous les Libyens sont en fait des Africains. Rien de tout ça n'est raconté, parce que ça ne cadre pas avec la version officielle. Les merveilleux dirigeants rebelles, dont beaucoup travaillaient pour Kadhafi il y a encore quelques mois, sont nos alliés. Kadhafi, le méchant utile, est notre ennemi juré.

Mais pourquoi un tel silence ?

Contrairement à l'Afghanistan et à l'Irak, qui ont provoqué d'énormes protestations à travers le monde, les réactions devant la Libye ont été relativement faibles.

On nous a vendu une fausse prémisse et, comme dirait Noam Chomsky, nous avons permis la fabrication de notre consentement.

Après le rideau de fumée initial qui a bien fonctionné, le gouvernement britannique, entre autres, n'a plus besoin de cacher ses véritables objectifs. Même s'il n'en a jamais vraiment eu besoin. « *Nous n'allons pas établir une échéance,* » dit William Hagie. Bien sûr que non, car l'impérialisme ne connaît aucune limite lorsqu'il s'agit de faire la guerre.

J'ai toujours été frappée par les gens qui réagissent de façon hystérique lorsqu'il s'agit d'une guerre où notre pays est impliqué. Si vous faites remarquer la réalité de la situation, ils vous accuseront d'être indifférent au sort des civils libyens, ou de soutenir une dictature. En réalité, c'est notre gouvernement qui a pour habitude de soutenir les dictatures, et c'est notre gouvernement qui est en train de bombarder des civils libyens. Comme l'a écrit cette semaine Frank Netter dans son blog « *Straight Talk* », « *Chacun d'entre nous qui paie des impôts accepte tacitement et indirectement le financement des bombes qui sont actuellement employées pour tuer des Afghans et des Libyens. Pour citer Sartre, "vous n'êtes pas merveilleux, vous êtes des assassins"* ».

Cela n'a rien à avoir avec la protection des civils, et tout à voir avec le rétablissement d'une domination militaire et économique en perte de vitesse dans la région. Lorsqu'on examine la liste des rares pays dans le monde où aucune base militaire US n'est implantée, il devient beaucoup plus clair qui sont nos « *ennemis* » et pourquoi on nous les présente comme tels.

Jody McIntyre

The Independent

10 juin 2011

<http://blogs.independent.co.uk/2011/06/07/libya-a-deafening-silence/>

Traduction "pendant les divertissements, la guerre continue" par VD pour le Grand Soir, avec probablement les fautes et coquilles habituelles.

<http://www.legrandsoir.info/libye-le-silence-assourdissant-the-independent.html>

---

## 7 Brèves

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

### 7-1 La Libye renouvelle l'offre de cessez-le-feu.

Le premier ministre Baghdadi Mahmoudi affirme que le gouvernement libyen est prêt à accepter un cessez-le-feu immédiat sous la surveillance de l'ONU. La lettre a été envoyée à plusieurs gouvernements européens, a indiqué le 26 mai le quotidien britannique *The Independent*, citant le document.

« Nous devons arrêter les combats, commencer à parler, s'entendre sur une nouvelle constitution et créer un système de gouvernement qui soit le reflet de la réalité de notre société et conforme aux exigences de la gouvernance contemporaine », a déclaré Mahmudi.

« Le cycle de la violence doit être remplacé par un cycle de réconciliation. Les deux parties ont besoin d'une incitation à sortir de leurs retranchements et à s'engager dans un processus qui va aboutir à un consensus », a-t-il ajouté.

Cette dernière proposition en faveur d'un cessez-le-feu suit plusieurs autres présentées par la Libye et l'Union africaine.

Le 19 mai, le porte-parole du gouvernement Moussa Ibrahim, annonçant une nouvelle tentative de faire arrêter les combats, a déclaré que les forces gouvernementales se retireront des villes à la condition que les forces d'opposition en fassent autant. « Nous sommes même prêts à aller jusqu'au retrait de notre armée de toutes les villes et des centres où vit la population libyenne », a dit Ibrahim.

Le 15 mai, après une réunion avec le secrétaire général Ban Ki Moon, Mahmudi a déclaré que la Libye est prête à « un cessez-le-feu qui coïncidera avec l'arrêt des bombardements de l'OTAN et l'acceptation d'observateurs internationaux », rapporte l'*AFP*. Mahmudi a accusé l'OTAN « d'assassinats politiques, d'un siège maritime injuste, de bombardements de zones civiles et de la destruction de l'infrastructure ».

Maintes et maintes fois, les soi-disant rebelles ont miné les tentatives de négocier un cessez-le-feu avec leur demande inacceptable qu'un cessez-le-feu doit aussi inclure un changement de régime.

12 juin

<http://www.cpcml.ca/francais/Lmlq2011/Q410198.HTM#2>

---

## 8 Dossiers

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

### 8-1 Les nations européennes ne veulent plus jouer leur rôle dans l'OTAN.

**Déclaration sur la Libye**  
**à l'issue du déjeuner de travail des ministres de la Défense des pays de l'OTAN avec les pays non OTAN**  
**contribuant à l'opération Unified Protector**

Aujourd'hui, nous, ministres de la Défense des pays de l'Alliance et des pays partenaires de l'opération Unified Protector dirigée par l'OTAN, nous sommes réunis ce jour afin de faire le point sur la situation en Libye et de réaffirmer notre détermination à appuyer la mise en application des résolutions 1970 et 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU. Ces résolutions donnent clairement pour mandat de protéger les populations et les zones civiles menacées d'attaque, et de faire respecter la zone d'exclusion aérienne ainsi que l'embargo sur les armes. Notre opération vient à l'appui des objectifs de la communauté internationale, définis par le Groupe de contact sur la Libye, qui sont de parvenir à un règlement rapide de la crise, de mettre fin à la violence et de permettre au peuple libyen de déterminer librement son propre avenir. Notre opération continue de recevoir le ferme soutien des pays de la région et de bénéficier de contributions d'une valeur inestimable de la part des pays partenaires non membres de l'OTAN.

Nous nous acquittons de notre mandat. Nous avons accompli des progrès importants et réguliers, et sauvé ainsi un nombre incalculable de vies humaines. En maintenant une cadence opérationnelle élevée et en procédant à des frappes de précision contre des cibles militaires légitimes, nous avons sérieusement mis à mal la capacité du régime de Kadhafi d'attaquer des civils et relâché l'étau dans lequel se trouvait la population civile dans des zones comme Misrata. Nos opérations sont menées avec le plus grand soin afin d'éviter de faire des victimes civiles. Nous condamnons les attaques répétées du régime libyen contre sa propre population, de même que son refus d'accéder aux demandes de la communauté internationale contenues dans les résolutions 1970 et 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU. Nous avons intensifié notre action, notamment en déployant des avions et hélicoptères d'attaque supplémentaires, et sommes déterminés à poursuivre notre opération afin de protéger le peuple libyen aussi longtemps que nécessaire. Nous avons donc prolongé l'opération Unified Protector pour une période supplémentaire de 90 jours à compter du 27 juin. Nous sommes résolus à mettre en oeuvre les moyens nécessaires ainsi qu'à faire preuve d'une souplesse opérationnelle maximale dans les limites de notre mandat pour soutenir durablement ces efforts, et nous saluons les contributions additionnelles à notre action commune. Nous réaffirmons avec force les objectifs formulés par nos ministres des Affaires étrangères à Berlin le 14 avril, aux termes desquels le régime libyen doit cesser les attaques contre des civils, faire rentrer toutes ses forces dans leurs bases, de façon vérifiable, et permettre un accès immédiat, sans restriction, en toute sécurité et sans entrave à l'aide humanitaire.

Nous avons un mandat clair de l'ONU ainsi que les moyens et la détermination pour le mener à bien. Nous sommes sûrs qu'une combinaison appropriée de pressions militaires, politiques et économiques aidera à mettre fin aux attaques perpétrées contre des civils et créera les conditions qui permettront au peuple libyen de déterminer son propre avenir. Nous saluons les efforts entrepris par l'Organisation des Nations Unies au travers de l'envoyé spécial du secrétaire général de cette organisation, par le Groupe de contact ainsi que par les organisations régionales compétentes et d'autres acteurs en vue de parvenir à une solution politique crédible et durable. Nous attendons avec intérêt les résultats de la réunion que le Groupe de contact tiendra demain à Abou-Dhabi pour soutenir les efforts déployés plus largement par la communauté internationale en vue de mettre fin à la crise.

Nous continuerons d'agir en coordination avec des organisations clés, dont l'ONU, l'Union européenne, la Ligue des États arabes et l'Union africaine, et d'avoir des consultations avec d'autres, comme l'Organisation de la Conférence islamique, et nous encourageons ces organisations pour ce qui est de leurs efforts dans la période immédiate d'après-conflit et à plus long terme. Une fois que les objectifs fixés à Berlin auront été atteints, l'Alliance se tient prête à jouer un rôle, sur demande et selon les besoins, et à apporter son soutien aux initiatives postérieures au conflit qui devraient être menées par l'ONU et par le Groupe de contact sur la Libye.

Le temps joue contre Mouammar Kadhafi, qui a clairement perdu toute légitimité et doit donc quitter le pouvoir. Il n'y a pas d'avenir pour un régime qui menace et attaque systématiquement sa propre population. Le peuple libyen mérite de pouvoir décider de son propre avenir dans une Libye souveraine, indépendante et unie.

<http://www.nato.int> - juin 2011

**Opération UNIFIED PROTECTOR** : Direction par l'OTAN de l'embargo sur les armes à l'encontre de la Libye Depuis le 23 mars 2011, des navires de guerre et des avions de l'OTAN patrouillent les approches des eaux territoriales libyennes dans le cadre de l'opération Unified Protector. Leur mission consiste à réduire le flux d'armes, de matériels assimilés et de mercenaires vers la Libye, conformément à la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU. L'opération dans son ensemble est commandée par le lieutenant-général Charles Bouchard, du Groupe de forces interarmées déployable Unified Protector. L'embargo maritime sur les armes est placé sous le commandement du viceamiral Rinaldo Veri, du commandement maritime de l'OTAN à Naples. Le pilotage politique de l'opération est assuré par le Conseil de l'Atlantique Nord, au siège de l'OTAN à Bruxelles. Depuis le 30 mai 2011, dix-neuf navires et sous-marins contrôlent et font respecter l'embargo sur les armes, avec l'aide d'avions de patrouille maritime et d'avions de chasse si nécessaire.

En exécution de leur mission, les forces navales de l'OTAN peuvent interdire à un navire d'entrer dans un port libyen ou d'en sortir si elles ont des raisons de croire que le navire ou sa cargaison sera utilisé pour des attaques contre des civils, que ce soit directement ou indirectement. Toute décision d'intercepter et/ou de dérouter un navire est prise au cas par cas par les commandants militaires de l'OTAN, sur la base de renseignements fiables. L'OTAN travaille en collaboration étroite avec l'Organisation maritime internationale et l'industrie du transport maritime pour limiter les perturbations éventuelles de la navigation. Les navires qui prévoient de transiter par la zone sous embargo sont dûment informés par l'OTAN des procédures de navigation et doivent lui notifier leur

cargaison et leur destination, comme cela est précisé dans les messages d'avertissement qu'ils reçoivent. Sur la base des informations communiquées par les navires en transit, et à l'aide du système d'identification automatique des navires (qui fournit des informations générales sur la vitesse, la position, le cap et la destination) et des moyens de surveillance et de renseignement, l'OTAN vérifie les mouvements de navires dans la région, en faisant une distinction, d'une part entre le trafic légitime de nature commerciale, humanitaire ou privée et, d'autre part, les navires suspects, qui doivent être inspectés de plus près.

Les navires suspects sont interrogés par radio et, s'ils ne fournissent pas des informations satisfaisantes sur leur cargaison, les navires de l'OTAN sont autorisés à les intercepter. En dernier recours, les équipes de visite sont habilitées à employer la force pour accéder au navire et vérifier le journal de bord, la liste des membres d'équipage ainsi que le manifeste de fret. Jusqu'à maintenant, toutes les visites se sont déroulées sans opposition. Si des mercenaires, des armes ou d'autres objets suspects sont découverts, le navire et son équipage peuvent se voir refuser le droit de poursuivre leur route. Depuis le 30 mai 2011, 1 093 navires ont été interrogés et 60 visites ont été effectuées. Sept navires se sont vu refuser le droit d'entrer dans les ports libyens ou d'en sortir. Toutes les unités de l'OTAN sont parfaitement conscientes de leurs responsabilités en ce qui concerne la sauvegarde de la vie humaine en mer (SOLAS) prévue par le droit maritime international. Les navires de l'OTAN font tout leur possible pour répondre aux appels de détresse et prêter assistance si nécessaire.

08 juin 2011 - [www.nato.int](http://www.nato.int)

---

## 8-2 Opération UNIFIED PROTECTOR - Protection des populations et des zones civiles

Le 31 mars 2011, l'OTAN a pris le commandement général des opérations militaires internationales en Libye, en application des résolutions 1970 et 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU. Les actions de l'OTAN ont pour but de protéger les populations et les zones civiles contre des attaques ou contre la menace d'attaques. Cette mission vient en complément de l'imposition, par l'OTAN, d'une zone d'exclusion aérienne qui interdit l'espace aérien libyen à tous les vols, à l'exception des vols humanitaires, et qui empêche ainsi toute attaque depuis les airs contre les populations civiles. Le 1er juin 2011, l'OTAN et ses partenaires ont décidé de prolonger de 90 jours les deux volets de la mission, à compter du 27 juin 2011.

L'opération est placée toute entière sous le commandement du lieutenant-général Charles Bouchard, du groupe de forces interarmées multinationales Unified Protector. La gestion des opérations aériennes est assurée depuis le quartier général du commandement Air de l'OTAN pour le Sud-Europe, basé à Izmir, en Turquie. Le contrôle tactique en temps réel relève du Centre multinational d'opérations aériennes (CAOC) de l'OTAN situé à Poggio Renatico, dans le nord de l'Italie. Les opérations navales à l'appui de la mission sont dirigées depuis le commandement des forces maritimes de l'OTAN, à Naples.

La résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU autorise le recours à "toutes les mesures nécessaires" pour protéger les populations et les zones civiles contre des attaques ou contre la menace d'attaques. Conformément à ce mandat, l'OTAN mène des opérations de reconnaissance, de surveillance et de collecte d'informations afin d'identifier les forces qui présentent une menace pour les populations et les zones civiles. Les moyens aériens et maritimes de l'OTAN peuvent ensuite prendre à partie des objectifs au sol, en mer ou dans les airs. Les moyens militaires participant à l'opération comprennent des avions de combat, de surveillance et de reconnaissance, des avions ravitailleurs, des drones et des hélicoptères d'attaque. Au 31 mai 2011, les avions de l'OTAN et de ses partenaires avaient effectué plus de 9 000 sorties, dont plus de 3 400 missions de frappe. Des navires et des sous-marins chargés de faire respecter l'embargo sur les armes prennent part à la mission lorsqu'il y a lieu. Le ciblage relève de la décision des commandants opérationnels. Parmi les objectifs frappés à ce jour figurent des chars, des blindés de transport de troupes, des systèmes de défense aérienne et des pièces d'artillerie situés à la périphérie ou s'approchant de zones civiles névralgiques comme Misrata, Ajdabiyah et Zintan. A Tripoli, l'OTAN a frappé des centres militaires de commandement et de contrôle afin de paralyser le régime de Kadhafi et de l'empêcher de transmettre des ordres à ses forces. En ciblant ses objectifs, l'OTAN met tout en oeuvre pour éviter de toucher des civils, et son action est toujours guidée par le principe du recours à la force minimale nécessaire. L'OTAN fait tout ce qui est en son pouvoir pour faciliter l'acheminement de l'aide, comme on l'a vu à Misrata. L'OTAN y a en effet neutralisé les mines que les forces pro-Kadhafi avaient mouillées dans le port, ce qui a permis à l'aide humanitaire de parvenir à nouveau à ceux qui en ont besoin. L'OTAN n'a pas déployé de forces au sol, se conformant ainsi pleinement à la résolution

June 20, 2011 11:52 AM

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19